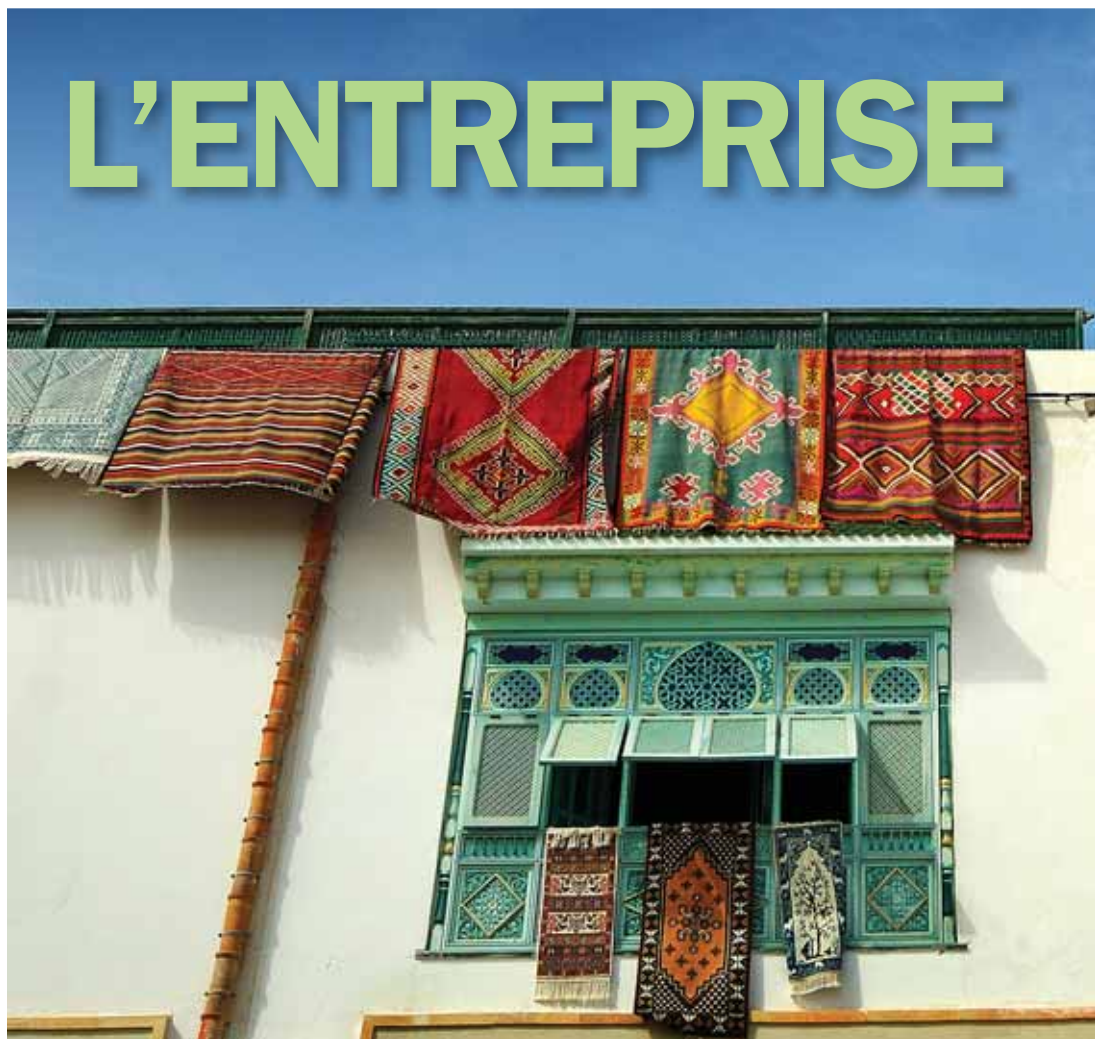


L'ENTREPRISE

L'entreprise privée, animée par une classe moyenne naissante, est la clé de la réussite de la transition démocratique au Moyen-Orient



Magasin de kilims à Mahdia, Tunisie.

Vali Nasr

CE N'EST PAS un hasard si le Printemps arabe a débuté en Tunisie et non en Syrie ou au Yémen.

Il y est né, car il y avait dans l'air une promesse de prospérité et de croissance. Il y est né, car il y a en Tunisie une classe moyenne abondante et instruite. Il y est né, car cette classe moyenne a des inclinations relativement libérales et aspire aux libertés politiques qui vont de pair avec la prospérité économique.

Dans un climat de stabilité politique et d'activité économique libre, les entreprises privées prospèrent et l'économie croît, ce qui favorise l'éclosion d'une classe moyenne. Et c'est cette classe moyenne qui revendique de nouvelles avancées politiques et conforte la démocratie.

Pour que la promesse démocratique du Printemps arabe se concrétise au Moyen-Orient — et que le reste du monde en recueille

les bienfaits — il faut que les pays de la région et d'ailleurs encouragent l'entreprise privée et le développement d'une classe moyenne vigoureuse qui fasse entendre sa voix.

Un terrain fertile

Lorsque les protestations ont éclaté dans toute la Tunisie en janvier 2011, l'économie était ouverte et dynamique. Les Tunisiens étaient instruits et technologiquement avertis — 20 % communiquaient via Facebook avec leurs parents et amis, sur place et à l'étranger.

Pendant les dix années qui ont précédé le Printemps arabe, la Tunisie était désignée avec envie comme «la Chine du monde arabe». Bien que soumise à un régime autoritaire et au fléau de la corruption, elle était aussi intégrée dans l'économie mondiale grâce à ses exportations de produits manufacturés et au tourisme, et



porteuse d'espoir



son rythme de croissance était comparable à ceux de grands pays émergents. Cette croissance a donné naissance à la classe moyenne qui a en définitive réclamé le changement politique.

Pendant plus d'une génération, le monde arabe a stagné économiquement. Le contrôle exercé par l'État sur l'économie a produit dans maints pays un secteur public hypertrophié générateur de tracasseries administratives qui a étouffé l'innovation et l'esprit d'entreprise tout en masquant les dysfonctionnements derrière la protection publique et de hautes barrières tarifaires.

C'est ainsi que le monde arabe s'est retrouvé à la traîne des autres régions en développement. Il souffre d'une sclérose qui a approfondi la misère et la frustration. Et «l'explosion démographique des jeunes» ne fait qu'aggraver la situation.

Si les choses ne changent pas, si le monde arabe ne parvient pas à suivre les traces des pays d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est qui ont réussi leur transition, non seulement la région aura manqué son tournant démocratique, mais elle s'enfoncera dans la pauvreté et l'instabilité. Et cela créera une multitude de problèmes sociaux et politiques qui

seront une menace pour la sécurité et la prospérité économique partout dans le monde.

Le risque le plus manifeste est le spectre bien connu de l'extrémisme et du terrorisme, mais la menace de conflits régionaux fratricides, de crises humanitaires et de vastes mouvements migratoires vers l'Europe n'est pas moins préoccupante.

Une croissance tirée par le secteur privé

Le monde arabe compte aujourd'hui 400 millions d'habitants, et ce chiffre doublera en 2050. Face à cette explosion démographique, il faut impérativement une croissance économique dynamique. Même pour garder la tête hors de l'eau et préserver le niveau de vie actuel, il faudrait que les pays arabes croissent au rythme des «tigres économiques», de 9 % à 10 % par an pendant dix ans ou plus. C'est là un redoutable défi que le secteur public ne peut pas relever seul. La croissance doit venir du secteur privé, et pour cela, il faut réformer l'économie — alléger la réglementation, relâcher l'emprise de l'État, promouvoir les échanges commerciaux et affermir l'État de droit.

Il y a clairement un potentiel de développement de l'entreprise privée dans la région. Au cours des dix dernières années, l'ouverture économique — tout particulièrement en Tunisie, en Égypte et aux Émirats arabes unis, ainsi qu'en Jordanie et au Maroc — et l'afflux de nouvelles technologies et des capitaux accumulés à la faveur de la hausse des cours pétroliers, ont fait naître et éclore les petites et moyennes entreprises. Ces PME ont tantôt rejoint les filières traditionnelles de l'industrie manufacturière et des services, tantôt créé de nouvelles activités dans les secteurs à haute technologie. À preuve l'achat par Yahoo de la «jeune pousse» jordanienne Maktoob, pour plus de 120 millions de dollars en août 2009.

Grâce au dynamisme de ces PME, il est possible de voir plus loin que le triste tableau actuel et d'imaginer une véritable transformation économique de la région. Les réformes engagées à Dubaï, en Malaisie et en Turquie, et même le timide relâchement de l'emprise de l'État en Égypte, au Pakistan et en Cisjordanie ont permis une amorce — certes assez rare —, de commerce local et international. Les entrepreneurs et hommes d'affaires locaux ont commencé à tirer parti de ces changements.

Émergence d'une classe moyenne

La floraison de l'activité privée a donné naissance à une classe moyenne, certes modeste, mais qui grandit. Dans les années 60, moins d'un tiers en moyenne de la population des grands pays musulmans comme l'Iran, le Pakistan ou la Turquie vivait dans les villes et, d'après la plupart des estimations, environ 5 % seulement appartenaient à la classe moyenne. Aujourd'hui, la population de ces pays est à près de deux tiers urbaine et à peu près 10 % font partie de la classe moyenne.

Si l'on retient une définition plus large de la classe moyenne englobant les personnes ayant un emploi déclaré, un salaire garanti et une protection sociale et qui peuvent consacrer un tiers de leur revenu à des dépenses discrétionnaires, la proportion est de 15 % de la population pakistanaise et 30 % de la population turque. Les pourcentages montent si on élargit encore la définition pour inclure ceux qui ont adopté des valeurs familiales modernes et souhaitent par exemple avoir

moins d'enfants et privilégier leur progression sociale. D'après une estimation, pas moins de 60 % des Iraniens sont — ou s'appêtent à entrer — dans cette catégorie.

On peut constater l'émergence de cette classe moyenne et la poussée capitaliste qu'elle nourrit partout au Moyen-Orient, même au Caire en pleine révolution, à Beyrouth où la guerre a la vie dure et à Téhéran, minée par les sanctions économiques. Si le tableau d'ensemble du Moyen-Orient paraît sombre, des signes prometteurs d'activité économique ont commencé à apparaître par poches dans la région au cours de la dernière décennie. Cela n'a pas changé la situation globale, mais produit une certaine dynamique et fait poindre une possibilité de changement. Entre 2002 et 2008, le PIB réel du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a progressé de 3,7 %, contre 3 % la décennie précédente.

Les entrepreneurs de la classe moyenne représentent le meilleur espoir de progrès pour leur pays — et la meilleure arme pour lutter contre l'extrémisme et pour la démocratie. Jusqu'à présent, la minuscule classe moyenne du monde arabe a vécu sur des salaires de fonctionnaires et des transferts publics, sans liens ou presque avec les marchés libres. Le développement de l'entreprise privée locale à la faveur de l'éclosion du capitalisme — et l'intégration dans l'économie mondiale — pourraient changer la donne.

Ces forces produisent déjà quelques effets. La controverse autour des élections de 2009 en Iran opposait la classe moyenne, soucieuse de défendre ses intérêts économiques, au Président Mahmoud Ahmadinejad, qui cherchait à accroître la mainmise de l'État sur l'économie. Et, comme nous l'avons déjà indiqué, le Printemps arabe a commencé sous l'impulsion de la classe moyenne réclamant un changement politique à la hauteur de ses aspirations culturelles et économiques. De même que la Turquie a misé sur sa classe moyenne pour se transformer en une démocratie musulmane florissante et pleinement intégrée dans l'économie mondiale, le monde arabe peut aussi se développer grâce à sa toute nouvelle classe moyenne et à un fervent esprit d'entreprise.

La nouvelle classe moyenne arabe porte en elle une irrésistible promesse : en apportant la stabilité au Moyen-Orient, elle peut aussi doper la croissance mondiale. Le Moyen-Orient est au cœur d'un monde musulman plus vaste qui est aussi prêt à se transformer. Le milliard et demi de consommateurs qui vont gravir l'échelle économique vont vouloir profiter des bienfaits matériels du capitalisme libéral. Certains rechercheront des produits bien islamiques : non pas seulement de la nourriture halal et des foulards, mais aussi des services bancaires, de l'instruction, des distractions, des médias et des biens de consommation.

Expansion de la finance islamique

La demande de ces consommateurs a déjà fait bouger les marchés mondiaux, comme le montre l'essor de la finance islamique (des services financiers qui respectent les règles de l'Islam qui interdisent la perception et le paiement d'intérêts). Le développement de ces services a pour effet d'intégrer davantage le Moyen-Orient dans l'économie mondiale. Bien que la banque islamique reste un petit créneau — le marché des obligations islamiques, qui pèse quelque 100 milliards de dollars, représente à peine 0,10 % du marché obligataire mondial et environ 300 banques et maisons d'investissement islamiques dans plus de 75 pays gèrent des services se chiffrant en centaines de milliards de dollars — certains

spécialistes pensent que les actifs de ce secteur atteindront au moins 4.000 milliards de dollars d'ici 2015.

Quelques membres de la nouvelle classe moyenne sont issus de l'ancienne bureaucratie, mais beaucoup plus nombreux sont ceux qui viennent de la province et de classes sociales moins élevées. Ces fils et filles de paysans pauvres ont fait le saut en épousant les valeurs économiques modernes. Beaucoup sont pieux, mais leur richesse et leurs aspirations leur font tourner le dos à l'extrémisme. Après tout, la richesse peut donner envie de consommer ouvertement, d'adopter des valeurs sociopolitiques libérales et de s'investir dans le monde.

Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de terroristes musulmans au sein de la classe moyenne. Mais tout comme en Amérique latine dans les années 90, le terrorisme s'éteindra dès lors que la classe moyenne musulmane sera vraiment intégrée. Ceux qui se seront lancés dans le commerce n'adhéreront pas à une idéologie dangereuse pour leur avenir. L'aliénation et la colère que beaucoup de musulmans ressentent aujourd'hui à l'égard de l'Occident ont pour cause des griefs historiques qui ont été exacerbés par leur isolement de l'économie mondiale. Pour peu que cela change, bien des musulmans se mettraient à songer à l'avenir au lieu de remâcher le passé. La montée de cette classe moyenne «cruciale» est une tendance au moins aussi puissante et importante que l'extrémisme. Et c'est ce qui changera l'état d'esprit et le mode de pensée du monde musulman.

Il est trop tôt pour dire si les hommes d'affaires de Tunis ou du Caire prendront la tête d'une vraie révolution fondatrice de la démocratie dans le monde arabe — une transformation historique comparable à celle que menèrent il y a quatre siècles les bourgeois protestants en Hollande. Mais l'histoire enseigne que l'adhésion des entrepreneurs au capitalisme est bel et bien le moyen de moderniser le Moyen-Orient.

Intérêts occidentaux

Il est dans l'intérêt du monde entier que le Printemps arabe réussisse. Si le changement n'apporte pas au Moyen-Orient prospérité et démocratie, une vague grandissante d'instabilité et d'extrémisme va déferler sur les rivages occidentaux.

L'extrémisme islamique qui se répand actuellement dans le monde arabe ne sera pas mis en échec par des théologiens éclairés ou des réformateurs libéraux, mais par des commerçants et des chefs d'entreprise. Les conséquences sont évidentes pour les gouvernements occidentaux. Les valeurs gagnent l'adhésion lorsqu'elles servent les intérêts économiques et sociaux des citoyens, et lorsque ceux qui les défendent accèdent au pouvoir, les valeurs changent les comportements.

La démocratie a triomphé en Europe parce que le capitalisme s'y est instauré. Si les valeurs capitalistes modérées n'ont pas encore gagné le Moyen-Orient, ce n'est pas en raison de la nature fondamentale de l'Islam, mais parce que la classe commerçante qui fait avancer le processus est encore trop peu développée. Le meilleur moyen d'enraciner les valeurs démocratiques est d'aider cette bourgeoisie à grandir et gagner une place dominante dans la société.

Que peuvent faire les États-Unis et leurs alliés? D'abord et avant tout développer les échanges avec la région. L'Occident a versé beaucoup de sang et de millions pour défendre ses

intérêts dans le Moyen-Orient au sens large, et pourtant, il ne commerce guère avec la région (mis à part la Turquie). Si l'on fait abstraction du pétrole et des armes, le volume des échanges américains avec l'ensemble du monde arabe ne représente qu'une fraction du commerce avec l'Amérique latine, l'Europe de l'Est ou l'Inde. Les États-Unis ont conclu des accords de libre échange avec la Jordanie et le Maroc et l'Europe songe à établir un partenariat économique avec les pays arabes du pourtour de la Méditerranée. Ce sont des pas dans la bonne direction, mais il y a encore trop peu de marchandises en provenance du monde arabe sur les étagères occidentales.

Les gouvernements occidentaux semblent comprendre qu'il est important pour l'avenir du monde arabe d'encourager l'esprit d'entreprise, le commerce et l'ouverture des marchés, mais les mécanismes propres à promouvoir le changement économique ne sont pas en place. Des règles bureaucratiques empêchent les investissements dans les petites et moyennes entreprises — les dollars ne sont investis que dans des entreprises sans but lucratif — et il n'y a pas d'effort concerté pour encourager les gouvernants à prendre le parti des réformes. La question du changement économique est éclipsée par les discussions politiques.

C'est sur les PME que reposent les espoirs de la région et son avenir économique aux yeux de la communauté internationale, grâce en partie à la réussite qu'elles ont connue au cours des dix dernières années. Mais ces espérances se fondent aussi sur l'idée qu'il y a encore dans la région une masse de capitaux — aux mains d'investisseurs locaux qui craignent bien moins les risques politiques que leurs homologues occidentaux — qui pourrait entretenir ce dynamisme. Il y a aussi l'espoir que la nouvelle génération de dirigeants sera propice au monde des affaires. Le président Mohamed Morsi s'est affiché lors des récentes élections comme «l'Erdogan de l'Égypte» (faisant référence au Premier Ministre turc, favorable à l'entreprise). Et chacun sait que les Frères musulmans s'appuient sur une classe marchande qui encouragera le parti à promouvoir dans l'ensemble du monde arabe une croissance tirée par l'entreprise privée.

Stabilité et réformes

Les PME peuvent donner raison à ceux qui misent sur leur réussite en adoptant les pratiques qui ont fait leurs preuves dans les jeunes démocraties d'Asie et d'Amérique latine, à condition que deux facteurs fondamentaux soit présents : la stabilité politique et un élan de réforme économique.

On peut difficilement imaginer que les investisseurs reviennent en Égypte avant que l'État de droit ne soit rétabli, que l'agitation cesse dans la rue et que la stabilité gouvernementale soit tangible. Mais les entreprises veulent aussi l'assurance que les grèves s'arrêteront, que le gouvernement imposera et défendra la réglementation du marché du travail et que les relations avec les pouvoirs publics seront stables et prévisibles.

Bien qu'il y ait sans doute des masses de capitaux dans le monde arabe, il y a peu de chance qu'ils aillent s'investir dans des pays où les grèves perturbent l'activité, les hausses salariales grignotent les bénéfices et la menace permanente de l'instabilité politique plombe les perspectives de croissance. Il faut s'attendre à un certain degré d'instabilité à la suite des changements radicaux qui ont balayé l'ensemble de la région. Il faudra du temps

avant que les choses rentrent dans l'ordre et que la stabilité et l'État de droit règnent à nouveau. Mais le chaos politique est en partie dû à l'état déplorable de l'économie.

Prenons l'exemple de l'Égypte. Dans l'année qui a suivi le départ du Président Hosni Moubarak, l'économie a subi une contraction de 0,8 % (sur l'année civile 2011), l'activité manufacturière chutant de 5,3 %. Le taux de chômage est passé à 12 % (25 % chez les jeunes). L'investissement privé intérieur a chuté de 10,5 % et l'investissement étranger s'est quasiment évanoui, tombant de 6,4 milliards de dollars en 2010 à 500 millions en 2011. Du coup, le gouvernement s'est retrouvé avec un déficit de financement de 11 milliards de dollars au deuxième semestre de 2011. Le nombre des touristes a baissé de près de 35 %, grave problème pour un pays où le tourisme représente 11 % du PIB. Le déficit budgétaire a bien sûr enflé, atteignant 11 milliards de dollars (10 % du PIB, un record dans le monde arabe). Du fait de l'exode des capitaux, qui continue en raison de l'instabilité politique, les réserves de change ont fondu, chutant de 43 à 15 milliards de dollars. Deux Égyptiens sur cinq vivent avec moins de 2 dollars par jour, et ces chocs ont eu de profondes conséquences humaines.

Indubitablement, il faut stabiliser l'économie pour remédier à la situation. C'est ce qu'ont promis les puissances occidentales à la réunion du G-8 à Deauville. Mais la stabilisation ne donnerait qu'un court répit, insuffisant pour inverser les tendances fatales à la région qui ont précipité la crise de gouvernance et l'effondrement économique.

Un avenir tout tracé

Pour que la transformation économique et la démocratisation réussissent, il faut que le secteur privé se développe et que l'esprit d'entreprise prospère. Les PME doivent ouvrir la voie en prenant suffisamment d'importance pour faire des pays arabes des nations émergentes; c'est alors seulement que la démocratie aura la moindre chance de s'instaurer dans la région. Et il faut pour cela des réformes structurelles.

Dans tous les cas récents, la réussite de la démocratisation est allée de pair avec la restructuration de l'économie. Les institutions financières internationales se sont alliées avec les gouvernements occidentaux et les bailleurs de fonds privés pour promouvoir des réformes fondamentales et débloquent les capitaux nécessaires pour nourrir la croissance.

Ce partenariat a connu son apogée avec ce qu'il est convenu d'appeler le Consensus de Washington. Cette stratégie tant décriée visant à promouvoir la croissance et la démocratie n'a pas toujours fonctionné — ou donné des résultats parfaits —, mais sans elle, les efforts de démocratisation auraient pour la plupart échoué.

Le monde arabe a besoin d'un nouveau Consensus de Washington : une stratégie limpide pour mettre en œuvre des réformes et apporter les fonds nécessaires pour qu'elles aboutissent. C'est le meilleur moyen de créer le climat propice et de mobiliser suffisamment de capitaux pour faire croître les entreprises. ■

Vali Nasr est Doyen de l'École des hautes études internationales de l'université Johns Hopkins et auteur d'un ouvrage intitulé Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat, à paraître prochainement.